

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels

COMMISSION POLITIQUE SPÉCIALE, 479^e
SÉANCE



Lundi 6 décembre 1965,
à 15 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
<i>Point 36 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (suite):</i>	
a) <i>Rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine;</i>	
b) <i>Rapports du Secrétaire général.....</i>	1
<i>Organisation des travaux de la Commission (suite).....</i>	9

Président: M. Carlet R. AUGUSTE (Haïti).

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (suite) [A/SPC/107; A/SPC/L.118 et Add.1, A/SPC/L.119 et Add.1, A/SPC/L.120];

- a) Rapports du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine (A/5692, A/5707, A/5825 et Add.1, A/5932, A/5957);
- b) Rapports du Secrétaire général (A/5850 et Add.1, A/6025 et Add.1)

1. M. CHANG (Chine) note avec satisfaction la diligence et la conscience avec lesquelles le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine a rempli son mandat, en définissant clairement la nature et les ramifications de l'apartheid.

2. La délégation chinoise déplore que la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud se soit intensifiée depuis 20 ans malgré les résolutions et les appels des Nations Unies. Le dernier rapport du Comité spécial (A/5957) montre que la situation en Afrique du Sud s'est détériorée au cours des dernières années et que la répression a pris de l'ampleur. La délégation chinoise ne saurait oublier que parmi les victimes de l'apartheid se trouvent un grand nombre de personnes d'origine chinoise. La politique sud-africaine ne peut que heurter la conscience de l'humanité entière, et la communauté internationale doit agir afin de mettre rapidement fin à cette pratique honteuse. Le projet de résolution des 47 puissances (A/SPC/L.118 et Add.1), dont la Commission est saisie, vise à atteindre cet objectif.

3. La délégation chinoise approuve la plupart des mesures recommandées dans ce projet de résolution; elle n'est opposée à aucune sanction qui pourrait être prise à l'encontre du Gouvernement sud-africain

pour l'obliger à se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Toutefois, c'est à ce dernier qu'il appartient d'invoquer le Chapitre VII de la Charte; il est permis de douter que l'Assemblée générale puisse préjuger ce que le Conseil de sécurité estimerait bon d'entreprendre en ce qui concerne la situation en Afrique du Sud. La délégation chinoise croit utile de préciser que son gouvernement n'entretient aucune relation diplomatique ou commerciale avec ce pays. Par ailleurs, la délégation chinoise accorde son plein appui au projet de résolution A/SPC/L.119 et Add.1, qui demande la constitution d'un trust fund des Nations Unies pour fournir une assistance juridique aux personnes persécutées par le Gouvernement sud-africain et pour secourir les réfugiés venus de la République sud-africaine. Ce projet devrait recevoir l'approbation unanime de la Commission politique spéciale, et la délégation chinoise espère que de nombreux Etats, organisations et particuliers verseront des contributions afin d'assurer le succès de ce trust fund.

4. M. AL-ZAIBAK (Irak), après avoir déclaré que son pays a toujours rigoureusement respecté les résolutions adoptées par les Nations Unies en ce qui concerne l'apartheid, rappelle que tout récemment encore, à l'Assemblée générale, le Premier Ministre de l'Irak a déclaré (1354^{ème} séance plénière) que son gouvernement appuierait toute mesure qui serait prise par l'Organisation pour faire respecter ces résolutions par le Gouvernement de la République sud-africaine. Ceci est conforme à l'attitude des pays arabes en général. En effet, ces pays abhorrent le racisme par tradition, et la plus grande tragédie qu'ils aient peut-être jamais connue eux-mêmes a pour cause, en grande partie, le fait qu'une doctrine raciste d'origine étrangère s'est imposée par la force dans la partie du monde où les Arabes sont en majorité.

5. Il ressort des rapports du Comité spécial et des déclarations faites à la Commission politique spéciale que les principaux partenaires commerciaux de la République sud-africaine, et notamment ceux d'entre eux qui occupent un siège permanent au Conseil de sécurité, détiennent peut-être la clef de la réussite de tout effort collectif.

6. Les représentants de trois de ces principaux partenaires commerciaux de la République sud-africaine ont fait des déclarations à la Commission, mais on n'a pas pu déceler, d'après leur intervention, qu'ils étaient véritablement disposés à faire les sacrifices qu'impliqueraient des sanctions efficaces.

7. A la 472^{ème} séance, le représentant du Royaume-Uni a rappelé qu'en principe aucun pays ne devait rompre ses relations commerciales avec un autre

pays pour marquer sa réprobation à l'égard du régime politique de ce pays. Cependant, le même représentant a déclaré que nulle part dans le monde, sauf en République sud-africaine, il n'existait un gouvernement dont la politique était fondée sur la domination d'une race par une autre et qu'il s'agissait là d'un crime par lequel le régime de la République sud-africaine se distinguait de tout autre régime tyrannique. On aurait donc pu raisonnablement espérer que le principe invoqué par la délégation du Royaume-Uni ne serait pas considéré comme applicable à ce cas particulier.

8. Quant au Japon, chacun reconnaît les très grandes difficultés que ce pays doit surmonter pour soutenir et accroître les progrès remarquables qu'il a enregistrés après la guerre. Cependant, afin de dissiper tous les doutes que l'on pourrait avoir quant à sa bonne foi, ce pays doit être disposé à une action plus positive et à de plus grands sacrifices.

9. Pour ce qui est des Etats-Unis, bien que leur représentant se soit abstenu, semble-t-il, dans sa déclaration du 2 décembre (474^{ème} séance), de parler du commerce courant, il s'est néanmoins efforcé d'attirer l'attention des membres de la Commission sur les pertes encourues par ce pays du fait de l'embargo qu'il a imposé sur les expéditions d'armes à destination de la République sud-africaine.

10. Il est intéressant de noter que les trois principaux partenaires commerciaux de la République sud-africaine ont adopté essentiellement la même position en ce qui concerne l'opportunité d'appliquer les dispositions du Chapitre VII de la Charte, encore que la position du Japon semble quelque peu ambiguë. De plus, on ne peut, semble-t-il, s'empêcher de conclure qu'aucune de ces trois puissances n'a jusqu'ici jugé bon de mettre en œuvre les recommandations de la résolution 1761 (XVII), par laquelle l'Assemblée générale a demandé aux Etats Membres de prendre certaines mesures destinées à faire renoncer le Gouvernement de la République sud-africaine à sa politique. Enfin, pour faire entièrement le point de la situation, on note que deux autres Etats Membres, considérés comme d'importants partenaires commerciaux de la République sud-africaine, ont préféré jusqu'ici garder le silence.

11. Quant à la délégation irakienne, elle approuve énergiquement les recommandations figurant dans les paragraphes 150 à 182 du rapport du Comité spécial (A/5957). Elle appuie pleinement le projet de résolution A/SPC/L.118 et Add.1. D'autre part, la délégation irakienne, qui a toujours attaché beaucoup d'importance à l'assistance qui peut être apportée aux victimes de la politique d'apartheid et qui a déjà versé une contribution en réponse à l'appel lancé par le Comité spécial le 26 octobre 1964, est l'un des auteurs d'un projet de résolution (A/SPC/L.119 et Add.1) destiné à faciliter cette assistance. Elle exprime l'espoir que ce projet de résolution sera adopté à l'unanimité.

12. M. TOIV (Mongolie) rappelle que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité ont adopté depuis 1946 au moins 30 résolutions flétrissant la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud; toutefois, le gouvernement de ce pays a refusé d'en tenir compte et a

constamment nié la compétence des Nations Unies en ce qui concerne la politique raciste pratiquée par Verwoerd. Ce dernier a d'ailleurs déclaré en avril 1964 que l'Afrique du Sud ne pouvait établir sa politique en fonction des dispositions des résolutions adoptées par les organes des Nations Unies. Par ses actes criminels et son refus obstiné de se plier à l'opinion publique internationale, l'Afrique du Sud constitue une menace contre la communauté mondiale. Les Nations Unies doivent prendre d'urgence les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les dispositions du Chapitre VII de la Charte.

13. Comme l'indique le rapport du Comité spécial, la situation en Afrique du Sud constitue une menace grave contre la paix; la politique d'apartheid ne peut donc être considérée comme une affaire intérieure qui n'intéresserait que l'Afrique du Sud. Il s'agit d'un problème international, et la nécessité de trouver une solution rapide est confirmée par les événements qui se sont déroulés récemment en Rhodésie du Sud. La déclaration unilatérale d'indépendance n'est qu'une nouvelle tentative effectuée par l'alliance impie des colonialistes en vue de maintenir une minorité raciste au pouvoir et de renforcer la forteresse coloniale en Afrique australe. Le Gouvernement de la République populaire mongole condamne catégoriquement la déclaration unilatérale d'indépendance et le régime raciste de Ian Smith en Rhodésie du Sud. A cet égard, la position du Gouvernement mongol a été exprimée entre autres dans une intervention qui a été distribuée comme document du Conseil de sécurité ^{1/}. Le Gouvernement du Royaume-Uni, qui a toléré les actes illégaux de la clique de Ian Smith, a sa part de responsabilité dans la situation grave qui s'est créée en Rhodésie du Sud.

14. La République sud-africaine est le seul pays au monde où la discrimination raciale est devenue une politique d'Etat, et les faits cités dans le rapport du Comité spécial et dans la déclaration du Président de ce comité (469^{ème} séance) montrent que le régime raciste sud-africain a décidé d'étouffer le moindre signe d'opposition à sa politique d'apartheid. Ce régime esclavagiste et fasciste refuse à la population autochtone les droits les plus élémentaires, et des milliers d'Africains meurent de faim et sont installés de manière arbitraire dans des zones réservées. Quatre nouvelles lois visant à la répression de la population autochtone ont été adoptées en 1965, et la République sud-africaine a systématiquement organisé des exécutions en masse et des représailles dirigées contre ceux qui demandent l'égalité et le rétablissement des droits légitimes de la population autochtone. Au cours des deux dernières années, plus de 150 procès ont eu lieu. Le Gouvernement sud-africain a étendu son système de discrimination raciale au Sud-Ouest africain et a transformé ce territoire en colonie.

15. Les crimes commis par le Gouvernement sud-africain constituent des violations flagrantes des principes fondamentaux du droit international, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, de la Déclaration sur l'élimination

^{1/} Documents officiels du Conseil de sécurité, vingtième année, Supplément d'octobre, novembre et décembre 1965, document S/6943.

de toutes les formes de discrimination raciale et de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux.

16. L'Afrique du Sud est également un centre d'oppression dirigé contre le continent africain, et c'est pourquoi son régime raciste reçoit le plein appui des milieux agressifs occidentaux. L'impérialisme occidental considère en effet que le racisme est le frère du colonialisme. Grâce à l'assistance généreuse offerte par les Etats-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays membres du bloc militaire de l'OTAN, le régime sud-africain met en œuvre un vaste programme de militarisation du pays et le transforme en bastion du colonialisme. Les renseignements fournis dans les rapports du Comité spécial sont à cet égard significatifs. L'opinion publique mondiale est particulièrement alarmée de voir s'accroître la coopération militaire économique entre les revanchards de Bonn et les racistes sud-africains. Après les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne est le plus important fournisseur d'armes aux pays africains, et la plus grande partie de son assistance militaire est destinée à la République sud-africaine.

17. Est-il possible à des pays qui chérissent les principes de liberté, de démocratie et de dignité humaine de tolérer la situation qui règne en Afrique du Sud? Ce pays est un volcan qui peut exploser d'un moment à l'autre, et cette menace contre la paix et la sécurité internationales exige que les Nations Unies adoptent des mesures décisives pour mettre fin aux actes des racistes sud-africains. Ces mesures doivent être efficaces et concrètes, et l'Article 41 de la Charte prévoit des mesures d'ordre politique, diplomatique et économique. C'est ainsi que le Comité spécial recommande l'application de sanctions économiques totales contre la République sud-africaine jusqu'à ce que le Gouvernement sud-africain accepte de s'acquitter des obligations qui lui incombent en vertu de la Charte (voir A/5957, par. 153). La Mongolie accorde son plein appui à cette recommandation; elle a toujours estimé qu'il est possible et nécessaire d'appliquer des sanctions économiques et autres contre l'Afrique du Sud, et que ces sanctions doivent être prises immédiatement. L'adoption de sanctions par tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies obligera sans aucun doute la République sud-africaine à tenir compte des nombreux appels par lesquels l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité lui ont demandé de mettre fin à sa politique d'apartheid. Ces sanctions seront efficaces lorsque tous les Etats Membres cesseront complètement leurs investissements ainsi que leurs exportations de pétrole et d'autres matières premières. Un boycottage complet des marchandises sud-africaines influencerait encore plus sur l'Afrique du Sud, étant donné qu'un cinquième de la production totale de ce pays est exporté. Un embargo sur les achats d'or sud-africain pourrait se répercuter sur la capacité de paiement de la République sud-africaine.

18. Le scepticisme des représentants des pays qui ont des liens étroits d'ordre commercial, économique, militaire et politique avec la République sud-africaine est fort regrettable. Ces représentants ont essayé de justifier la politique colonialiste des Etats impérialistes, d'empêcher l'adoption de mesures con-

crètes visant à éliminer l'apartheid, de convaincre les représentants des pays africains de ne pas agir de façon hâtive et, enfin, de persuader les Etats Membres qu'il serait inopportun d'adopter des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Les représentants des Etats africains ont jugé à leur juste valeur les déclarations des représentants des puissances occidentales; il est manifeste que l'unique objectif de ces dernières est de protéger les intérêts des monopoles qui exploitent la richesse de l'Afrique du Sud et du continent africain tout entier. Il est non moins évident que sans l'appui des puissances colonialistes, la République sud-africaine n'oserait pas faire fi des décisions des Nations Unies.

19. La délégation mongole pense que le moment est venu d'adopter des mesures concrètes et décisives afin d'appliquer les dispositions de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale. Celle-ci doit condamner les activités criminelles des puissances occidentales, qui continuent d'accorder leur appui aux racistes sud-africains dans les domaines militaire et économique; elle doit exiger que ces puissances cessent toute assistance à l'Afrique du Sud.

20. La délégation mongole rend hommage au Comité spécial, qui a présenté un excellent rapport, et au Président de ce comité, M. Achkar, qui a fait une déclaration très importante devant la Commission politique spéciale. Selon la délégation mongole, ce comité doit être maintenu dans ses fonctions.

21. Le peuple mongol, qui a souffert pendant des siècles de l'oppression féodale et coloniale, soutiendra toujours les peuples qui luttent pour leur liberté et leur indépendance nationale; le peuple et le gouvernement mongols condamnent catégoriquement le colonialisme sous toutes ses formes, dans lequel ils voient le crime le plus grave contre l'humanité. La République populaire mongole n'entretient aucune relation diplomatique, consulaire ou autre avec l'Afrique du Sud; elle est prête à accorder son appui à toute mesure efficace et décisive qui éliminerait l'apartheid et contribuerait à la libération totale du continent africain. Guidée par ces considérations, la délégation mongole a participé à l'élaboration du projet de résolution distribué sous la cote A/SPC/L.118 et Add.1.

22. M. AMIOUNI (Liban) déclare qu'il ressort notamment des rapports du Comité spécial que le Gouvernement de la République sud-africaine poursuit sans relâche sa politique raciale d'oppression. Le Liban, terre de tolérance et de fraternité, n'a jamais cessé de condamner cette politique inhumaine, et il a toujours pris position contre toute forme de discrimination raciale.

23. Après le rigoureux exposé du représentant de la Guinée et le réquisitoire du représentant de l'Uruguay, on ne peut rien ajouter à la description des horreurs de l'apartheid. Etant donné la situation, on ne peut même plus s'attendre à une réponse de la part d'un gouvernement dont la position semble se durcir de jour en jour, et il faut donc résoudre le problème sans la moindre collaboration de sa part.

24. Seules les grandes puissances économiques seraient capables, par la persuasion ou la pression, d'agir sur le gouvernement de Pretoria pour l'obliger

à changer de politique. Seuls les arguments de ces grandes puissances semblent posséder le poids nécessaire pour convaincre les dirigeants sud-africains du risque imminent qu'ils courent et qu'ils font courir au monde. Du fait de leur politique, le continent africain tout entier pourrait être plongé dans une lutte atroce, aux conséquences imprévisibles. La délégation du Liban s'associera sans relâche aux efforts déployés en commun pour éviter cette catastrophe et résoudre le douloureux problème de l'apartheid.

25. M. INGLES (Philippines), après avoir déclaré que sa délégation figure parmi les auteurs des projets de résolution A/SPC/L.118 et Add.1 et A/SPC/L.119 et Add.1, rappelle que son pays s'est toujours employé à combattre la politique d'apartheid de la République sud-africaine.

26. C'est ainsi qu'en juillet 1965, le Président de la Commission des droits de l'homme, qui fait partie de la délégation des Philippines, agissant avec le Président et le Vice-Président du Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine, a adressé au Conseil économique et social (1395ème séance) une communication concernant l'organisation d'un cycle d'étude international sur l'apartheid au Brésil en 1966. Cette proposition a déjà été adoptée par la Troisième Commission^{2/}.

27. De même, la délégation des Philippines a proposé à la Troisième Commission un certain nombre de mesures visant à mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale [résolution 1904 (XVIII)]. Cette attitude du Gouvernement des Philippines a l'appui du peuple philippin tout entier, ainsi que le montre la position adoptée par les représentants philippins dans des organisations non gouvernementales telles que le Congrès de la liberté intellectuelle et l'Union interparlementaire.

28. En sa qualité de membre du Comité spécial, la délégation philippine rappelle que le rapport de ce comité (A/5957) a été adopté à l'unanimité, et elle signale particulièrement à l'attention des membres de la Commission l'annexe I de ce rapport, qui traite des faits nouveaux intervenus dans la République sud-africaine depuis le 30 novembre 1964. On peut voir en effet dans cette partie du rapport que la politique d'apartheid a été intensifiée. D'autre part, il ne fait aucun doute que la position du Gouvernement de la République sud-africaine à l'égard de l'Organisation des Nations Unies s'est également durcie. La délégation des Philippines fait donc entièrement siennes les conclusions du Comité spécial selon lesquelles le recours aux dispositions du Chapitre VII de la Charte est indispensable pour renverser le cours des événements dans la République sud-africaine. Le Groupe d'experts désigné par le Secrétaire général en application de la résolution 182 (1963) du Conseil de sécurité a du reste lui-même plaidé en faveur des sanctions économiques, en déclarant en même temps que ces sanctions ne pouvaient être imposées sans une décision unanime des membres permanents du Conseil de sécurité et ne pouvaient être efficaces sans la coo-

pération des principaux partenaires commerciaux de la République sud-africaine.

29. A la dix-huitième session, la délégation des Philippines a précisé devant la Commission politique spéciale (395ème séance) les mesures prises par son gouvernement pour mettre en œuvre les dispositions de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale, ainsi que les autres mesures prises avant même les recommandations formulées par le Comité spécial en 1963. Depuis lors, les Philippines, qui n'ont jamais entretenu de relations diplomatiques avec la République sud-africaine, ont fermé leur consulat général au Cap en février 1965. D'autre part, les Philippines ont pris pour règle de ne délivrer de visa aux ressortissants sud-africains qu'après signature d'une déclaration par laquelle le candidat affirme se désolidariser de la politique d'apartheid de son gouvernement.

30. Les Philippines ont pleinement mis en œuvre les dispositions de la résolution 1899 (XVIII) de l'Assemblée générale concernant l'embargo sur les fournitures d'armes et de pétrole ou de produits pétroliers, ainsi que les résolutions du Conseil de sécurité 182 (1963) et 191 (1964). Cependant, elles n'ont pu que partiellement exécuter les dispositions de l'alinéa d du paragraphe 4 de la résolution 1761 (XVII) de l'Assemblée générale. Les importations de sardines en provenance de la République sud-africaine ont baissé de 50 p. 100 en 1962 et 1963. Mais une décision visant à cesser tout commerce avec la République sud-africaine n'a pu être entièrement appliquée, étant donné que des typhons ont provoqué une pénurie de produits alimentaires aux Philippines, faisant de ce pays un pays importateur de riz alors qu'il est normalement exportateur. Le Comité spécial a, du reste, manifesté sa compréhension devant une telle situation, et le représentant des Philippines fait observer en outre que son pays ne s'est adressé à la République sud-africaine qu'après épuisement des stocks comparables existant ailleurs sur le marché. Quoi qu'il en soit, M. Inglès est heureux d'informer la Commission qu'il vient de recevoir un message dans lequel M. Marcos, récemment élu à la présidence des Philippines, déclare que son gouvernement respectera toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité en ce qui concerne l'apartheid, notamment en imposant l'embargo sur le commerce avec ce pays. Il s'agit là d'une déclaration inconditionnelle, le respect des résolutions en question ne devant dépendre en aucune façon des possibilités d'importation ou d'exportation des Philippines.

31. Les difficultés qu'éprouvent les petits pays en voie de développement pour mettre en œuvre les sanctions économiques sont une raison supplémentaire pour renvoyer au Conseil de sécurité la question de l'application de sanctions universelles à l'encontre de la République sud-africaine. Il est dit en effet à l'Article 50 de la Charte:

"Si un Etat est l'objet de mesures préventives ou coercitives prises par le Conseil de sécurité, tout autre Etat, ... s'il se trouve en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution desdites mesures, a le droit de consulter le Conseil de sécurité au sujet de la solution de ces difficultés."

^{2/} L'Assemblée générale a ultérieurement adopté cette proposition [résolution 2060 (XX)].

Lorsqu'à la dix-huitième session, la délégation des Philippines s'était associée à la proposition faite par le Danemark à la Commission politique spéciale (380ème séance), visant à désigner un groupe d'experts pour les sanctions, elle avait pensé que ce groupe ne se bornerait pas à envisager les mesures les plus efficaces qui permettraient de mettre en œuvre les sanctions économiques, mais qu'il se préoccuperait également des difficultés éprouvées par les petits pays dans l'application de ces sanctions. Or, le Groupe d'experts désigné en application de la résolution 182 (1963) du Conseil de sécurité n'a pas étudié cette dernière question, estimant que le commerce des petits pays avec la République sud-africaine était minime et n'avait pas d'effet sur l'économie de la République sud-africaine. Il y a donc là une lacune qu'il doit être possible de combler grâce à l'élargissement du Comité spécial, proposé dans le projet de résolution A/SPC/L.118 et Add.1. Cette mesure devrait en effet faciliter le dialogue entre les principaux partenaires commerciaux de la République sud-africaine et les petits pays en voie de développement.

32. Les Philippines ont déjà versé une contribution en réponse à l'invitation adressée aux Etats Membres par la résolution 1978 (XVIII) de l'Assemblée générale. La délégation de ce pays est donc heureuse de figurer parmi les auteurs du projet de résolution A/SPC/L.119 et Add.1, qui a pour objet d'organiser plus efficacement la collecte des contributions destinées à venir en aide aux réfugiés de la République sud-africaine et aux personnes persécutées par le gouvernement de ce pays, d'assurer une répartition équitable de ces contributions et de faire en sorte qu'elles soient utilisées avec le maximum de profit. La délégation des Philippines exprime l'espoir que la Commission politique spéciale adoptera ce projet de résolution, ainsi que le projet A/SPC/L.118 et Add.1, à l'unanimité.

33. M. DOSUMU-JOHNSON (Libéria), après avoir rappelé les circonstances dans lesquelles son pays s'est constitué et le fait que le Libéria a toujours servi d'asile aux Africains comme aux Asiatiques et parfois même aux Européens et Américains qui se voyaient refuser la jouissance des droits de l'homme dans leur propre pays, déclare que le Libéria persistera dans son opposition farouche à l'égard de l'apartheid jusqu'à sa disparition complète de la face de la terre.

34. Cette disparition est peut-être plus proche qu'on n'ose l'espérer. Tout système politique fondé sur les préjugés raciaux est destiné à périr tôt ou tard. De même que les préjugés raciaux ont été la cause de la perte des colonies pour les puissances coloniales, de même ils pourront provoquer la chute du régime haï de M. Verwoerd, et si même en Alabama un jury peut condamner à la prison un Blanc qui a tué un Noir, tout paraît encore possible, et les larmes qui coulent en République sud-africaine ne sont pas versées en vain.

35. Il ne fait aucun doute que le commerce avec la République sud-africaine finira par provoquer parmi les citoyens des pays qui sont les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud une réaction qui se traduira par des malaises sociaux

dans ces pays, à moins que ces derniers n'adoptent une attitude hardie et n'assument les risques nécessaires pour faire prévaloir les droits de l'homme.

36. Etant donné ce que l'on sait de l'apartheid et de sa brutalité, ce système ne saurait être interprété comme entrant strictement dans le cadre des affaires intérieures de la République sud-africaine. Lorsqu'un système de discrimination raciale en arrive à ce point extrême, il devient immédiatement une menace pour la paix mondiale et de ce fait même il intéresse les gouvernements du monde entier. L'apartheid n'est ni plus ni moins qu'une forme de l'hitlérisme, et il incombe donc à une organisation internationale de le détruire. Cependant, des forces puissantes s'opposent à ceux qui luttent contre l'apartheid. Un aspect de la question souvent oublié est que la lutte entreprise contre le régime de la République sud-africaine touche en fait l'Alliance atlantique tout entière, dont la République sud-africaine est un élément de la stratégie défensive. Pour avoir raison de cet obstacle, les Africains doivent faire plus que de voter de vaines résolutions. La liberté n'est pas tant donnée que conquise dans la lutte, et l'on se rappelle les méthodes que certains pays ont utilisées pour faire comprendre aux colonisateurs la vanité de leur domination. Les résolutions et les sanctions ont besoin d'un moteur interne, afin que les grandes puissances soient amenées à une action coercitive rapide dans leur propre intérêt. Lorsqu'un certain nombre de Blancs étaient en danger au Congo en 1964, les puissances occidentales n'ont pas hésité à enfreindre tous les principes de la morale internationale et de la souveraineté politique pour leur venir en aide. Lorsque le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le problème était un problème sud-africain que les Sud-Africains eux-mêmes devaient résoudre, il a dit une chose des plus justes. Cette déclaration rappelle en fait aux Etats Membres africains qu'ils doivent compter avant tout sur eux-mêmes.

37. Peut-être faudrait-il que tous ceux qui se dressent contre l'apartheid constituent dans le monde une association internationale dont le seul but serait d'encourager et d'aider les libéraux de la République sud-africaine et du Sud-Ouest africain à prendre le pouvoir dans leur pays. En effet, il semble que tout ce qui se dit aux Nations Unies au sujet de l'apartheid ne soit connu dans la République sud-africaine que d'une poignée d'intellectuels. Certains programmes de radiodiffusion, tels que la Voix de l'Amérique, pourraient se faire entendre utilement en Afrique du Sud, et peut-être faudrait-il qu'un comité privé se constitue aux Etats-Unis pour encourager ce genre d'initiative.

38. Les colonialistes ont compris que l'échéance approche. Sans le vouloir, par ses mesures hâtives, M. Smith a mis le Gouvernement de la République sud-africaine et le Gouvernement portugais dans une situation délicate en donnant au Conseil de sécurité des raisons de prendre contre ces deux gouvernements des mesures d'embargo analogues à celles qui ont été adoptées à l'égard de la Rhodésie du Sud. Il appartient maintenant aux grandes puissances d'agir pour tirer parti de cette situation.

39. Le représentant du Libéria conclut en déclarant que sa délégation votera pour toute résolution ayant

pour objet de mettre fin à l'apartheid dans la République sud-africaine.

M. Inglés (Philippines), vice-président, prend la présidence.

40. M. DOTSEY (Togo) rend hommage aux membres du Comité spécial et à son président pour les efforts louables qu'ils n'ont cessé d'accomplir et la façon dont ils se sont acquittés de leur mission. Le problème de l'apartheid n'est certes pas nouveau pour l'Organisation, qui, depuis près de 20 ans, s'efforce en vain de lui trouver une solution. Le Conseil de sécurité, jugeant la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain dangereuse pour la paix, a adopté des résolutions à ce sujet, mais sans pouvoir modifier la situation. De son côté, l'Assemblée générale a préconisé des mesures et lancé des appels à tous les Etats Membres de l'Organisation afin qu'ils l'aident à faire revenir à la raison le Gouvernement sud-africain, qui passe outre aux principes de la Charte des Nations Unies, à laquelle l'Afrique du Sud a adhéré.

41. Malgré tous ces efforts, malgré la forte majorité qui s'est toujours dégagée en faveur des résolutions sur l'apartheid, les résultats sont négatifs. Le Gouvernement sud-africain, avec le concours de certaines grandes puissances, a rejeté constamment les recommandations de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et les appels qui lui ont été lancés par les voix les plus éminentes, réduisant ainsi à néant l'action des Nations Unies.

42. Devant cet état de choses, il convient de procéder à un inventaire du passé et du présent et de prévoir l'avenir de l'Organisation. Les rapports du Comité spécial ainsi que les interventions de son président et de son rapporteur constituent des documents très importants qui fournissent des éléments d'appréciation permettant d'évaluer la gravité de la situation: ils appellent une action positive. Si les Nations Unies n'agissent pas rapidement, une explosion ne tardera pas à se produire et l'Organisation faillira à sa mission. Mais le stade des résolutions est dépassé, puisqu'on n'a obtenu aucun résultat. Ce qu'il faut maintenant, c'est passer à l'action, en mettant en application les décisions des Nations Unies tendant à mettre fin au régime inhumain de l'apartheid, et prévenir par là les incidents raciaux dans le monde.

43. Pour sa part, le Togo n'a épargné aucun effort pour exécuter les mesures décidées par les Nations Unies. Entre autres, le Gouvernement togolais a pris des mesures administratives appropriées et le peuple togolais lui-même a hautement condamné le régime raciste d'apartheid par de nombreuses manifestations politiques.

44. Il est regrettable que, tandis que de petits pays comme le Togo respectent les décisions des Nations Unies, de grandes puissances entravent l'application de ces décisions, soit directement, soit indirectement. Etant donné que cette année est celle de la coopération, il faut espérer que chaque Etat Membre se demandera s'il travaille suffisamment à atteindre les buts de la Charte. Aucun Membre de l'Organisation n'a le droit de refuser sa coopération. L'Article 56 de la Charte stipule que: "Les Membres s'engagent, en vue d'atteindre les buts énoncés à l'Article 55, à

agir, tant conjointement que séparément, en coopération avec l'Organisation". C'est pourquoi il y a lieu de déplorer que les démarches entreprises par le Président et le Bureau pour faire comprendre à la délégation sud-africaine la nécessité de participer aux débats de la Commission aient été vaines. La République sud-africaine ne doit pas oublier que l'Organisation représente tous les Etats Membres, et elle doit se conformer aux dispositions de l'Article 55, qui prévoit notamment, à l'alinéa c, "le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion". L'attitude de l'Afrique du Sud constitue également un manque de courtoisie à l'égard des autres Etats Membres, exception faite évidemment de ceux qui approuvent son comportement et lui fournissent du matériel militaire et autre pour préparer les bases de la relance coloniale. Si ces derniers Etats veulent dissiper les doutes qu'on éprouve quant à leur sincérité, il faut qu'ils appliquent les mesures décidées par l'ONU, imposent l'embargo sur toutes les expéditions d'armes à destination de la République sud-africaine et exercent des pressions économiques et morales en vue de mettre fin au régime d'apartheid du Gouvernement sud-africain.

45. La délégation togolaise appuie les conclusions du rapport du Comité spécial en ce qui concerne l'application de mesures de restrictions économiques plus efficaces. Elle espère que les projets de résolution A/SPC/L.118 et Add.1 et A/SPC/L.119 et Add.1 seront appuyés, non seulement en théorie, mais dans la pratique, par tous les Etats Membres de l'Organisation, afin que celle-ci mérite la confiance que les peuples opprimés ont placée en elle.

46. M. GHERIB (Tunisie) s'associe aux orateurs précédents pour rendre hommage au Président du Comité spécial et à tous ses membres pour le dévouement dont ils ont fait preuve et pour les informations complètes et détaillées qu'ils ont fournies, conformément au mandat qui leur avait été confié, sur l'évolution de la situation grave qui règne en Afrique du Sud. En effet, la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain est la source première de la tension politique et de l'insécurité dont souffre actuellement toute l'Afrique.

47. Depuis 20 ans, tous les débats des principaux organes de l'ONU font ressortir l'iniquité du système de l'apartheid; récemment, la philosophie raciste de Verwoerd a fait l'objet d'une condamnation universelle. Il s'agit maintenant de se tourner vers l'avenir et d'étudier les mesures à prendre pour résoudre le problème. Le moment est venu, devant l'impasse actuelle, de dresser un bilan d'ensemble tant de l'évolution politique de la question de l'apartheid à l'ONU que des conséquences de cette politique en Afrique et dans le monde, afin de déterminer les moyens concrets de faire face à la situation. Lorsque la question a été débattue pour la première fois par l'Organisation, peu de gens étaient convaincus de l'iniquité de l'apartheid et des risques que cette politique comportait. Par la suite, avec l'accession à l'indépendance de ceux qui étaient les plus touchés par la question, les dangers de cette politique ont été ressentis plus vivement et l'Assemblée générale n'a plus hésité à condamner le

régime de Pretoria et à recommander certaines mesures de nature à circonscrire le danger en Afrique. Tout en déplorant la politique d'apartheid, les amis et alliés de l'Afrique du Sud n'ont manifesté aucun empressement à appliquer les mesures décidées par l'Assemblée générale. Ils ont prodigué et prodiguent encore des conseils de patience et de modération. Or, en 20 ans, ces efforts n'ont donné aucun résultat et l'Afrique du Sud reste sourde à toutes les recommandations de l'Assemblée et au soi-disant effort de persuasion de ses amis et de ses alliés.

48. Au paragraphe 121 de son rapport^{3/}, le Groupe d'experts nommé en vertu de la résolution 182 (1963) du Conseil de sécurité a noté que la situation s'était encore aggravée depuis décembre 1963, époque à laquelle le Conseil s'était déclaré fermement convaincu que la situation en Afrique du Sud troublait gravement la paix et la sécurité internationales. Le Groupe d'experts a estimé que, si aucune réponse satisfaisante ne parvenait de la part du Gouvernement sud-africain, le Conseil de sécurité n'aurait plus qu'à appliquer des sanctions économiques.

49. Au cours de la 1135ème séance du Conseil de sécurité, le 18 juin 1964, un comité d'experts chargé d'étudier l'applicabilité des sanctions a été constitué [résolution 191 (1964)]. Les débats qui ont eu lieu au sein de ce comité montrent à quel point les partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud répugnent à accepter le principe d'une action coercitive. Ils s'efforcent de déformer la perspective des sanctions pour renvoyer leur application à une date lointaine et incertaine; ils invoquent la nécessité d'une étude logistique préalable. Or, l'Article 41 de la Charte stipule:

"Le Conseil de sécurité peut décider quelles mesures n'impliquant pas l'emploi de la force armée doivent être prises pour donner effet à ses décisions, et peut inviter les Membres des Nations Unies à appliquer ces mesures. Celles-ci peuvent comprendre l'interruption complète ou partielle des relations économiques et des communications ferroviaires, maritimes, aériennes, postales, télégraphiques, radio-électriques et des autres moyens de communication, ainsi que la rupture des relations diplomatiques."

Rien dans ce texte ne laisse entendre que la décision du Conseil de sécurité sur les sanctions doit être précédée d'une étude logistique des sanctions.

50. Il ressort des réunions du Conseil qu'aucune proposition véritablement efficace n'a été avancée par les grandes puissances responsables de la paix et de la sécurité internationales pour obliger le Gouvernement de l'Afrique du Sud à renoncer à sa politique. Bien au contraire, le renforcement des liens économiques entre l'Afrique du Sud et ses amis et alliés a été un encouragement certain pour celle-ci dans la poursuite de sa politique d'apartheid. La déclaration du représentant du Royaume-Uni (472ème séance) témoigne de la réticence de certaines grandes puissances à appliquer sincèrement les seules mesures

qui puissent venir à bout du problème. Les arguments britanniques concernant un blocus moral ont jeté des doutes sur l'efficacité des mesures économiques que le Comité spécial a proposées et que la Conférence de Londres a étudiées en 1964.

51. Devant le veto de fait opposé par certaines puissances au Conseil de sécurité, le représentant de la Tunisie est amené à se demander s'il ne vaudrait pas mieux que l'Assemblée générale se substitue au Conseil de sécurité comme organe suprême des Nations Unies. Il serait peu réaliste de traiter le problème de l'apartheid dans le seul cadre de la République sud-africaine. Il s'agit en effet de la domination d'une partie de l'Afrique par des Européens contre la volonté de ses habitants autochtones. C'est la politique expansionniste de l'Afrique du Sud et le soutien qu'elle donne au Gouvernement de Lisbonne qui fait que la situation dans les territoires sous domination portugaise menace la paix et la sécurité en Afrique; c'est l'absence de réaction de la part de la Puissance administrante qui a permis au Bassoutoland, au Betchouanaland et au Souaziland de devenir pratiquement des dépendances économiques de l'Afrique du Sud; enfin, c'est la philosophie de la domination européenne en Afrique qui a provoqué les événements alarmants de la Rhodésie du Sud. L'attitude de l'Afrique du Sud et son rôle à l'égard du gouvernement de la minorité raciste de Salisbury ne laissent aucun doute, comme le démontrent plusieurs articles parus dans le Monde, le Sunday Times et l'Economist.

52. Il est temps que certaines puissances prennent conscience du danger. Le représentant du Danemark a donné la preuve que le réalisme et la bonne volonté peuvent l'emporter sur l'égoïsme et les intérêts particuliers. Les sanctions économiques sont le seul moyen d'arrêter la menace qui pèse sur l'Afrique, et le représentant de la Tunisie adresse un appel aux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud pour qu'ils donnent une preuve de leur bonne volonté.

53. M. CHEVTCHENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que les rapports du Comité spécial et l'intervention de M. Achkar (469ème séance) définissent de façon claire et précise la politique d'apartheid. La République sud-africaine est un pays dont le gouvernement et les relations politiques, économiques et sociales sont fondées sur les doctrines du régime hitlérien et sur la discrimination raciale. Le Gouvernement sud-africain a adopté une série de lois portant, entre autres, création de zones interdites pour les Bantous et instituant une discrimination contre la population africaine et indo-pakistanaise. Cette dernière n'a en fait aucun droit, sinon celui de se taire et de mourir. Elle n'est représentée ni au Parlement ni au gouvernement, et les chefs des partis politiques africains sont en prison ou en exil. Toutes les mesures prises par le Gouvernement sud-africain visent à favoriser l'exploitation de la population autochtone par les Sud-Africains blancs et les monopoles des puissances occidentales qui soutiennent ce régime.

54. Le peuple ukrainien, qui a souffert de l'agression hitlérienne au cours de la seconde guerre mondiale, condamne de façon catégorique la politique d'apartheid et les lois racistes d'Afrique du Sud. De concert avec

^{3/} Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-neuvième année, Supplément d'avril, mai et juin 1964, document S/5658.

les Africains, il demande la liquidation de ce régime raciste. Comme l'indiquent clairement les rapports présentés par le Comité spécial, la situation en Afrique du Sud constitue une menace non seulement pour l'Afrique, mais pour le monde entier. La situation en Afrique australe s'est encore aggravée à la suite de la déclaration unilatérale d'indépendance faite par la minorité raciste de Rhodésie du Sud.

55. Cette situation n'est possible que grâce à l'appui des monopoles de certaines puissances occidentales qui ont des intérêts économiques en Afrique du Sud. Ce pays représente pour elles non seulement un marché pour leurs produits, mais également une source de matières premières indispensables pour la production de guerre et une zone d'influence sur l'ensemble du continent africain.

56. Il convient d'attirer l'attention sur le "Livre blanc" de la République sud-africaine, qui a été présenté en juin 1964 au Parlement sud-africain par le Ministre de la défense. Il y est indiqué que l'Afrique du Sud a acheté à l'étranger du matériel militaire pour un montant de 65 500 000 livres sterling, soit quatre fois plus que les dépenses militaires sud-africaines d'il y a quatre ans. Ce livre ne précise pas quels pays fournissent ce matériel, mais il est évident que ce sont certaines puissances occidentales, membres de l'OTAN. On sait en effet que la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la République fédérale d'Allemagne et d'autres puissances occidentales représentent plus de 55 p. 100 de l'ensemble du commerce extérieur de la République sud-africaine. Les investissements effectués en Afrique du Sud s'élèvent actuellement à 4 milliards 500 millions de dollars, dont 3 milliards proviennent du Royaume-Uni et 700 millions des Etats-Unis. En 1960, 85 firmes américaines possédaient des usines et des filiales en Afrique du Sud. Ce chiffre s'élève maintenant à près de 175. En particulier, la société Ellis Chalmers a construit près de Pretoria une pile atomique, et des experts atomistes sud-africains suivent une formation aux Etats-Unis. Selon le *New York Times*, les intérêts perçus par les monopoles américains se sont élevés en Afrique du Sud à 20 p. 100 en 1961 et à 26 p. 100 en 1963. En regard de ces faits, on constate que le représentant des Etats-Unis a déclaré devant la présente Commission (474^{ème} séance) que son pays consacrait 75 000 dollars au programme d'assistance aux exilés politiques sud-africains. Il est manifeste que ce chiffre ne saurait se comparer aux bénéfices annuels des sociétés américaines en Afrique du Sud, qui s'élèvent à 72 millions de dollars.

57. Pour ce qui est du Royaume-Uni, il convient de remarquer qu'au sein du Parlement britannique, plus de 40 membres conservateurs sont liés aux sociétés qui ont des filiales en Afrique du Sud. C'est ainsi que lord Lonsdale, représentant de quatre sociétés sud-africaines, a pu féliciter la police sud-africaine de la tâche qu'elle accomplissait et que lord Barnby, directeur de 23 sociétés, a rendu hommage à la dignité et à la patience dont faisait preuve Verwoerd malgré de sérieuses provocations. On peut alors se demander ce que valent les assertions du représentant du Royaume-Uni, lorsqu'il déclare devant la Commission que son pays condamne l'apartheid et fait tout son possible pour mettre fin à la politique raciste

du Gouvernement sud-africain. Lord Caradon a passé sous silence le fait que son pays maintenait ses relations commerciales avec l'Afrique du Sud et augmentait ses investissements dans ce pays.

58. Pour ce qui est de la République fédérale d'Allemagne, elle ne cache pas ses liens d'amitié avec Pretoria et n'élève aucune protestation contre la politique raciste de ce gouvernement. Il convient de rappeler que le Premier Ministre d'Afrique du Sud, M. Verwoerd, et son ministre de la justice, M. Vorster, ont été au cours de la seconde guerre mondiale des agents actifs de la Cinquième colonne hitlérienne en Afrique du Sud. Dans le domaine économique, les investissements effectués par les sociétés allemandes en Afrique du Sud avaient déjà dépassé à la fin de 1959 le chiffre de 300 millions de marks. On sait en outre que la filiale sud-africaine de la firme allemande Henschel fournit de l'équipement militaire à l'armée de Verwoerd.

59. Le régime raciste sud-africain aurait depuis longtemps cessé d'exister s'il n'avait pas bénéficié de l'appui économique et politique de certaines puissances occidentales.

60. La délégation ukrainienne accueille avec satisfaction le rapport du Comité spécial (A/5957), dont le Président, M. Achkar, a joué un rôle important. La délégation ukrainienne estime que ce comité doit continuer ses travaux, et elle approuve les conclusions du Comité, qui recommande que le Conseil de sécurité demande à tous les gouvernements d'appliquer des sanctions économiques, politiques et autres contre le Gouvernement sud-africain. La délégation ukrainienne appuie la proposition faite par certaines délégations, dont la Guinée et l'Union soviétique, visant à ce que le Conseil de sécurité tienne une session spéciale dans l'un des pays africains afin d'examiner la question de la politique d'apartheid.

61. La délégation ukrainienne s'associe à tous ceux qui condamnent l'apartheid et appuiera catégoriquement toutes les mesures de nature à mettre fin à cette politique.

62. M. SHERIFIS (Chypre), prenant la parole dans l'exercice de son droit de réponse, s'élève contre la déclaration du représentant de la Turquie qui, à la 478^{ème} séance, a dit que Chypre fournissait l'exemple d'un pays où la majorité fait preuve de haine raciale et religieuse à l'encontre de la minorité. Il précise que le Gouvernement chypriote n'exerce aucune discrimination raciale.

63. M. TUREL (Turquie) fait observer que la question soulevée par le représentant de Chypre ne relève pas de la Commission politique spéciale, mais de la Première Commission.

64. En réponse à une observation du PRÉSIDENT, M. SHERIFIS (Chypre) souligne qu'il tient à exercer son droit de réponse à la Commission. Il indique que, si la communauté turque est victime de mesures de terreur, c'est de la part du Gouvernement turc et non du Gouvernement chypriote, qui lui offre le maximum de garanties et a proposé que ses droits soient supervisés par les Nations Unies. Si Chypre ressemble à l'Afrique du Sud, c'est parce qu'une minorité turque cherche à opprimer la majorité. Le problème de

l'Afrique du Sud et celui de Chypre devraient être résolus par l'application de la règle de la majorité, sans distinction de couleur ou d'origine.

65. M. TUREL (Turquie), parlant dans l'exercice de son droit de réponse, se déclare surpris des allégations du représentant de Chypre. Les faits sont bien connus: partout les Turcs sont attaqués et massacrés; des bombes sont lancées dans les mosquées, et la minorité turque est soumise à toutes sortes de vexations.

66. M. SHERIFIS (Chypre), interrompant l'orateur pour une question d'ordre, dit que le représentant de la Turquie a pris la parole pour tenir des propos qui ne correspondent pas aux faits et faire de la propagande sur un point qui doit être discuté dans une autre commission; il ne faut donc pas lui permettre de continuer sa déclaration.

67. Le PRESIDENT décide qu'à la lumière de ce qui vient d'être dit et vu l'inutilité de la discussion, celle-ci doit être considérée comme terminée.

Organisation des travaux de la Commission (suite)

68. Le PRESIDENT rappelle aux membres de la Commission que, conformément à une proposition formulée à la séance précédente, l'examen de la question de l'apartheid devrait se terminer au plus tard le lendemain 7 décembre à la séance de l'après-midi ou du soir. La Commission reviendrait ensuite à l'examen de la question des opérations de maintien de la paix. Le Président recommande aux membres de se conformer au délai ainsi proposé pour la question de l'apartheid et fait observer qu'au besoin les explications de vote pourraient avoir lieu directement à l'Assemblée générale.

69. M. JUARBE Y JUARBE (Cuba) dit que la délégation cubaine a soulevé une objection contre la proposition dont a parlé le Président. Cette objection n'a pas été retirée. Il rappelle qu'il a été décidé formellement que 10 séances seraient consacrées à l'apartheid, et que la Commission reviendrait ensuite à la question des opérations de maintien de la paix.

La question de l'apartheid serait reprise ultérieurement, si son examen n'était pas terminé.

70. M. ACHKAR (Guinée) estime qu'il y a un malentendu. Il précise que des membres de la Commission se sont mis d'accord officieusement pour terminer l'examen de l'apartheid en votant sur les projets de résolution. En effet, il serait préjudiciable de remettre cette question à une date ultérieure. Il convient d'en finir le plus rapidement possible avec l'apartheid pour pouvoir reprendre l'étude des opérations de maintien de la paix. D'autre part, il ne faut pas oublier qu'un nouveau point a été inscrit à l'ordre du jour de la Commission, et que la date fixée pour le terme de ses travaux approche. C'est pourquoi M. Achkar demande aux autres membres de la Commission d'accepter l'accord officieux intervenu à la séance précédente et de se prononcer sur les projets de résolution.

71. M. JUARBE Y JUARBE (Cuba) dit que la délégation cubaine est prête à tout faire pour gagner du temps, mais elle ne voudrait pas qu'il soit ainsi créé un précédent et que des décisions concernant l'organisation des travaux soient prises en dehors de la Commission, lors de consultations auxquelles la délégation cubaine n'aurait pas pris part.

72. Le PRESIDENT précise que la décision ainsi prise ne limitera pas la liberté des débats et que chacun des orateurs aura la possibilité de prendre la parole.

73. M. ACHKAR (Guinée) regrette que la délégation de Cuba n'ait pas été consultée, mais il souligne qu'il ne s'agit pas d'une décision prise en dehors de la Commission. La proposition a été présentée par le Président et n'a soulevé aucune objection formelle.

74. Le PRESIDENT confirme cette explication. Il renouvelle la proposition tendant à terminer l'examen de la question de l'apartheid le 7 décembre 1965.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 18 h 35.

